

Modification n° 2 du PLUi du Pays d'Alby

1. Auto-évaluation (annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme défini par l'arrêté du 26 avril 2022) du projet de modification de droit commun n° 2 du plan local d'urbanisme intercommunal du Pays d'Alby

COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

Madame la Présidente de la Communauté d'agglomération
Grand Annecy
46 avenue des Îles
BP 90270
74007 Annecy cedex
Téléphone : (+33) 4 50 63 48 48
Télécopie : (+33) 4 50 63 48 58
Email : amenagement@grandannecy.fr

1. Cadre juridique	4
1-1 DEFINITIONS.....	4
1-2 NOUVEAU REGIME D’EVALUATION ISSU DU DECRET DU 13 OCTOBRE 2021	4
1-3 MODIFICATION DE PLU(I)	4
2. Projet de modification de droit commun n° 2 du PLUi du Pays d’Alby	6
2.1. OBJECTIFS ET OBJETS DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN N° 2	6
2.2. INVESTIGATIONS DE TERRAIN, ANALYSE A L’AGENCE ET PROPOSITIONS DE CORRECTION DU PROJET INITIAL	6
3. Processus décisionnel.....	7
3.1. CRITERE N° 1 : NATURA 2000	7
3.2. CRITERE N° 2 : MODIFICATION SIMPLIFIEE POUR MISE EN COMPATIBILITE.....	7
3.3. CRITERE N° 3 : AUTRES MODIFICATIONS	7
3.3.1. Préévaluation environnementale	9
3.3.2. Risques d’effets notables.....	9
3.3.3. Risques d’incidences notables.....	9
Création d’une zone Nr à Allèves	9
Modifications des OAP	13
3.3.4. Résultats.....	13
3.4. CONCLUSION AU PROCESSUS DECISIONNEL	13

1. Cadre juridique

1-1 DEFINITIONS

Une **préévaluation environnementale** détermine si un projet de PLU(i) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (évaluation d'une probabilité = risque dans le cadre du principe de précaution). Une **évaluation environnementale** doit être alors effectuée dès lors qu'un projet de PLU(i) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Une **évaluation environnementale** décrit et évalue les incidences notables probables d'un projet de PLU(i) puis définit des mesures ERC pour y remédier.

Une **auto-évaluation** expose une **préévaluation** dans l'annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme, dossier d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable (la commune ou l'intercommunalité) puis transmis à l'autorité environnementale comme le disposent les articles R104-33, R104-34 et R104-35 du Code de l'urbanisme (CU) et l'arrêté du 26 avril 2022 fixant le contenu du formulaire du dossier. Dans cette **auto-évaluation** y seront détaillées les « raisons pour lesquelles son projet [PLU(i) de la commune ou de l'intercommunalité] ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale » (R104-34 CU). Un tel exposé est « proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée » (R104-34 CU).

1-2 NOUVEAU REGIME D'ÉVALUATION ISSU DU DÉCRET DU 13 OCTOBRE 2021

Pour résumer d'un point de vue décisionnel le décret du 13 octobre 2021, une évolution de PLU(i) peut désormais être soumise à une évaluation environnementale (EE) suivant quatre types de dispositif : le premier de manière automatique (EE automatique) ; les trois autres dans le cadre d'un examen au cas par cas réalisé soit par l'autorité environnementale (cas par cas « de droit commun ») soit par la personne publique responsable (la commune ou l'intercommunalité) qui est appelé examen au cas par cas *ad hoc*. Contrairement à l'examen au cas par cas « de droit commun », l'examen au cas par cas *ad hoc* n'est donc pas réalisé par l'autorité environnementale (MRAe). L'examen au cas par cas *ad hoc* peut conduire à deux possibles dispositifs d'EE. La personne publique responsable (la commune ou l'intercommunalité) peut tout d'abord estimer que le projet d'évolution de PLU(i) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement – risque évaluée par une préévaluation environnementale implicite ou explicite – donc décider de réaliser une évaluation environnementale de manière volontaire (EE au cas par cas volontaire). A contrario, si à l'issue d'une préévaluation environnementale elle estime que le projet d'évolution de PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement elle transmet à l'autorité environnementale sa décision sous la forme d'un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme. Ce dossier inclura une préévaluation environnementale explicite et construite dénommée **auto-évaluation** présentée en annexe 3 du dossier. L'autorité environnementale rendra un avis conforme soit favorable soit non favorable à ce dossier. Si l'avis est non favorable, il y a donc nécessité de réaliser une évaluation environnementale (EE au cas par cas par avis conforme).

1-3 MODIFICATION DE PLU(I)

Dans le cas d'une modification de PLU(i), la soumission à EE peut relever de trois dispositifs : automatique, au cas par cas volontaire ou au cas par cas par avis conforme.

Le dispositif d'EE qui s'impose relève d'un processus décisionnel suivant l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par l'article R104-12 CU, processus restitué ci-dessous sous la forme d'un logigramme.

2. Projet de modification de droit commun n° 2 du PLUi du Pays d'Alby

2.1. OBJECTIFS ET OBJETS DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN N° 2

Le projet de modification de droit commun n° 2 du PLUi du Pays d'Alby (voir annexes 1 et 2 du dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour plus de détails) porte sur six objets globaux :

- création d'une zone Nr à Allèves ;
- modification des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) n° 11 et n° 12 à Chapeiry, n°17 et n° 18 à Gruffy et n° 29 à Saint-Sylvestre, ;
- suppression d'emplacements réservés (ER) : n°3 à Chapeiry, n°32 à Gruffy et n°23 à Cusy ;
- modification du zonage agricole à Cusy ;
- ajout de deux périmètres de projet à Saint Félix ;
- suppression des PAPAG expirés depuis mars 2022.

En matière d'investigation de terrain dans le cadre de l'auto-évaluation, seul l'objet de création de la zone Nr à Allèves est concerné puisque les autres objets de changement de par leur nature et ampleur, les investigations de terrain ne sont pas nécessaires (Modification d'OAP) ou bien ces objets ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement (suppression d'ER par exemple).

2.2. INVESTIGATIONS DE TERRAIN, ANALYSE A L'AGENCE ET PROPOSITIONS DE CORRECTION DU PROJET INITIAL

En préparation des investigations de terrain dans la commune d'Allèves (création d'une zone Nr dans les parcelles C183 et C184), deux planches de terrain A4 au 1/1 300 couvrant le secteur d'activité de stockage et de concassage ont été conçues et imprimées sur fond de BD Ortho IGN 2020 (PVA été 2020) de résolution spatiale à forte définition de 5 cm (un pixel à l'écran correspondant à 5 cm sur le terrain) ainsi que sur fond de BD Ortho IGN 2004 (50 cm).

Ces investigations de terrain ont été réalisées le vendredi 18 août 2023 en fin de matinée en venant en train (Albens) puis en se déplaçant à VTT à assistance électrique (Moustache bikes Trail 11) jusqu'à Allèves.

Plus précisément, elles ont été menées depuis la route D5 longeant les parcelles C183 et C184 et ont conduit à 56 photos haute résolution (Nikon D5100 et objectif Nikon 18-300 mm 5.6).

Ces investigations de terrain ont été menées en la présence de Mme Delorme Maire d'Allèves.

Pour des localisations très précises est utilisée l'application mobile cartographique *Iphigénie* de l'IGN exploitant les mêmes fonds BD Ortho et Scan 25 IGN des planches de terrain.

Ces investigations ont été suivies à l'agence par des analyses cartographiques sous système d'information géographique (Sig).

Il faut noter qu'à l'issue de ces investigations et analyses, des corrections du premier projet de modification de droit commun n° 2 ont été formulées et acceptées.

3. Processus décisionnel

Dans le cas d'une modification de PLU(i), la soumission à EE peut relever de trois dispositifs : automatique, au cas par cas volontaire ou au cas par cas par avis conforme.

Le dispositif d'EE qui s'impose relève d'un processus décisionnel suivant l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par l'article R104-12 CU, processus restitué ci-avant sous la forme d'un logigramme.

3.1. CRITERE N° 1 : NATURA 2000

La soumission à évaluation environnementale du projet de modification de droit commun n° 2 du PLUi du Pays d'Alby relève d'un processus décisionnel appliquant tout d'abord le critère n° 1 (R104-12 CU) du logigramme.

La PLUi du Pays d'Alby contribue au site Natura 2000 zone spéciale de conservation (ZSC) *Réseau des zones humides de l'Albanais*. En revanche, concernant la création de la zone Nr, la commune d'Allèves ne contribue pas à site Natura 2000 et le secteur de création de la zone Nr est éloigné de 4,0 km du périmètre de la ZSC *Réseau des zones humides de l'Albanais*. S'agissant des modifications des OAP n° 11 et n° 12 à Chapeiry, n°17 et n° 18 à Gruffy et n° 29 à Saint-Sylvestre, il faut rappeler que ni Chapeiry ni Gruffy ne contribuent à la ZSC quant à Saint-Sylvestre son OAP n°29 se situe à 2,8 km du périmètre de la ZSC dans la commune.

Compte tenu du type de site Natura 2000 (réseau de zones humides bien circonscrites et localisées) et de la distance, le projet de modification de droit commun n° 2 du PLUi du Pays d'Alby ne permet donc pas « la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 » (R104-12 CU).

Le projet de modification n° 2 ne satisfaisant pas le critère n° 1, il n'est donc pas soumis à évaluation environnementale d'une façon automatique.

Il convient de passer au critère n° 2.

3.2. CRITERE N° 2 : MODIFICATION SIMPLIFIEE POUR MISE EN COMPATIBILITE

Parce que le critère n° 2 du logigramme relève de la modification simplifiée pour mise en compatibilité prévue aux articles L131-7 et L131-8 CU, lorsque celle-ci emporte les mêmes effets qu'une révision, critère que le projet de modification de droit commun n° 2 du PLUi du Pays d'Alby ne satisfait pas, il convient de passer au critère n° 3.

3.3. CRITERE N° 3 : AUTRES MODIFICATIONS

L'application du critère 3 conduit à répondre à la question des R104-12 et R104-34 CU : le projet de modification de droit commun n° 2 du PLUi Pays d'Alby est-il susceptible « d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE » ?

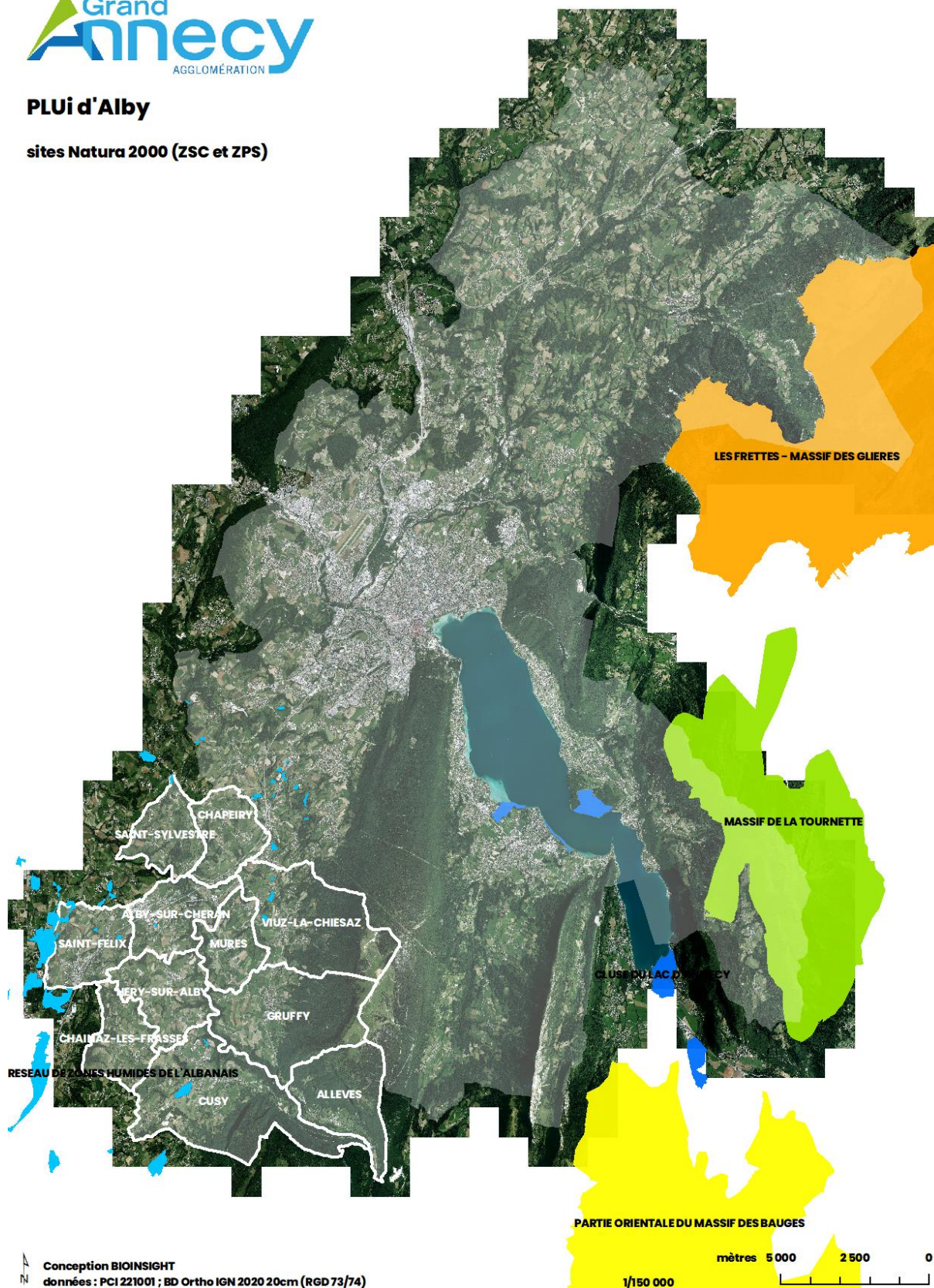
Cette probabilité ne peut être évaluée que par une préévaluation environnementale.

Il faut rappeler que si la préévaluation environnementale détermine que le projet de modification de droit commun n° 2 est non susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, la personne publique responsable (la commune ou l'intercommunalité) transmet un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme à l'autorité environnementale (MRAE) en y joignant son annexe 3 (auto-évaluation) que constitue cette présente étude.

Dans ce cas, le dispositif d'EE volontaire (EE au cas par cas volontaire) n'est donc pas mis en œuvre alors que le dispositif d'EE par avis conforme (EE au cas par cas par avis conforme) sera mis en œuvre à la seule condition qu'un avis conforme non favorable soit émis par l'autorité environnementale (MRAE) à l'égard du dossier d'examen au cas par cas *ad hoc*.

PLUi d'Alby

sites Natura 2000 (ZSC et ZPS)



3.3.1. Préévaluation environnementale

La préévaluation environnementale détermine la probabilité ou le risque que le projet de modification de droit commun n° 2 du PLUi du Pays d'Alby ait des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE.

Ce sont les critères de l'alinéa **1.** concernant les « caractéristiques des plans et programmes », c'est-à-dire du projet de PLU(i), puis les critères de l'alinéa **2.** relevant des « caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée », c'est-à-dire des incidences notables sur l'environnement tenant en compte des caractéristiques de la zone, du secteur, de la commune ou de l'intercommunalité.

En effet, un projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement que s'il présente tout d'abord des capacités intrinsèques à transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs ou thèmes environnementaux tels que la faune, la flore, l'eau..., facteurs ou thèmes listés par l'annexe I au point (f) de la directive 2001/42/CE. On parle dans ce cas d'effets notables sur l'environnement indépendamment de la zone, du secteur, de la commune ou de l'intercommunalité.

La préévaluation environnementale d'un projet de PLU(i) va donc tout d'abord évaluer la probabilité ou le risque que les changements qu'il entraîne aient des effets notables sur des facteurs ou thèmes environnementaux pour ensuite évaluer la probabilité ou le risque que ces changements aient des incidences notables sur l'environnement (pour les facteurs ou thèmes environnementaux à risque retenus) compte tenu des caractéristiques de la zone, du secteur, de la commune ou de l'intercommunalité.

3.3.2. Risques d'effets notables

Compte tenu des types d'objet du projet de modification de droit commun n° 2 du PLUi du Pays d'Alby, spécialement la création de la zone Nr à Allèves, il n'y pas de risque que le projet présente des effets notables sur les facteurs environnementaux suivants :

- consommation de surfaces agricoles et naturelles ;
- eau potable ;
- gestion des eaux pluviales ;
- assainissement ;
- sols pollués ;
- déchets ;
- risque et nuisances ;
- l'air, l'énergie et le climat.

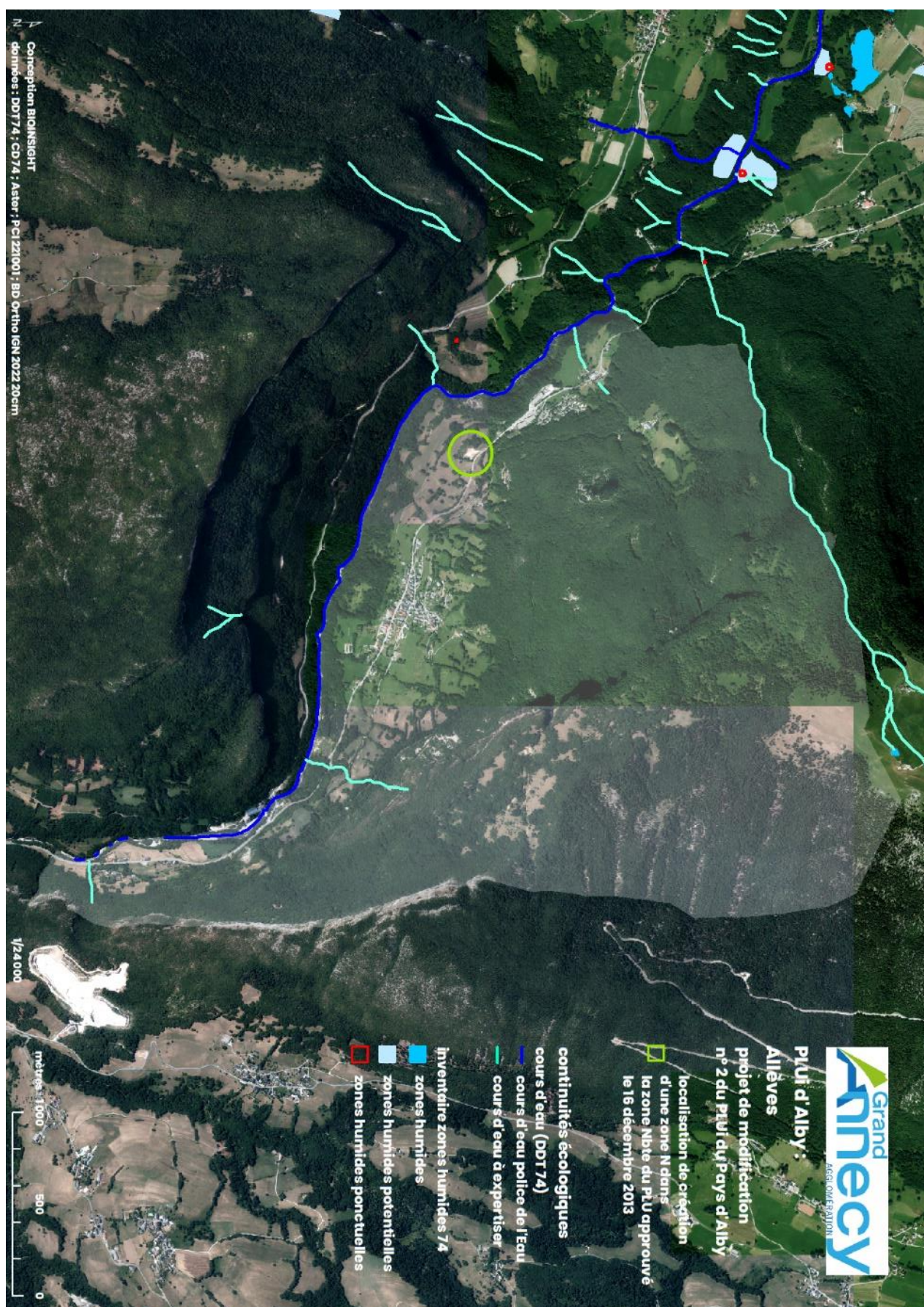
3.3.3. Risques d'incidences notables

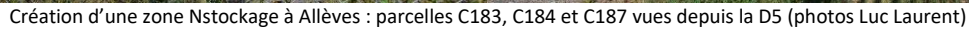
Création d'une zone Nr à Allèves

Cours d'eau et zones humides

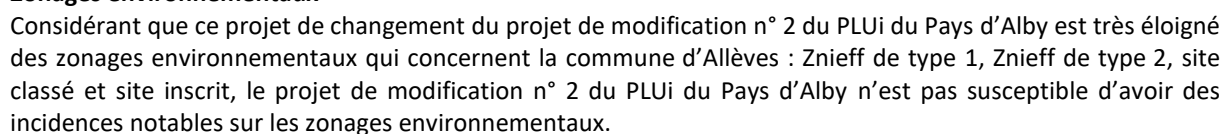
Les données disponibles sur les cours d'eau et zones humides du Grand Annecy émanent des analyses suivantes :

- classement des cours d'eau police de l'Eau (DDT 74) ;
- inventaire départemental des zones humides ; les zones humides ont été principalement inventoriées pour des surfaces supérieures à 1 000 m², mais également pour des plus petites surfaces représentatives de milieux particuliers telles que des zones humides ponctuelles (CD 74) ;
- définition de zones humides potentielles réalisée par le conservatoire d'espaces naturels de Haute-Savoie (Asters) ;
- étude de la trame verte et bleue du Grand Annecy (Acer campestre 2022).





Considérant que ce projet de changement du projet de modification n° 2 du PLUI du Pays d'Alby ne concerne pas les éléments de la trame verte et bleue les plus proches : milieux ouverts et semi-ouverts (TVB du Grand Annecy : Acer campestre 2022), le projet de modification n° 2 du PLUI du Pays d'Alby n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur la trame verte et bleue du Grand Annecy.



Modification de droit commun n° 2 du PLUi du Pays d'Alby-décembre 2023

Considérant que ce projet de changement du projet de modification n° 2 du PLUi du Pays d'Alby concerne sur une faible surface une activité de recyclage de matériaux de construction par concassage, stockage transitoire puis réemploi dans les chantiers du Grand Annecy, le projet de modification n° 2 du PLUi du Pays d'Alby n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur le paysage.

Modifications des OAP

Adaptation aux changements climatiques de l'aménagement des OAP existantes

Les périmètres des OAP n° 11 et n° 12 à Chapeiry, n°17 et n° 18 à Gruffy et n° 29 à Saint-Sylvestre abritent de nombreux arbres matures.

Considérant que le projet de modification n° 2 a tiré profit de la modification des OAP existantes n° 11, 12, 17, 18 et 29 pour inclure de nouvelles orientations en matière d'adaptation aux changements climatiques visant les objectifs suivants :

- éviter l'abattage des arbres matures et des haies pour permettent de créer des îlots de fraîcheur parce que les arbres matures sont des climatiseurs naturels mais pas les jeunes plants plantés risquant, de surcroît, de dépérir très rapidement avant leur maturité ;
- favoriser des enrobés de réseau viaire, des matériaux de façade et des toit permettant de réduire les îlots de chaleur urbains (albédo, émissivité des matériaux...) ;
- favoriser des formes urbaines à fort ombrage et convection ;
- réduire au minimum l'imperméabilisation des sols ;
- privilégier l'infiltration sur place des eaux météoriques,

le projet de modification de droit commun n° 2 du PLUi du Pays d'Alby en matière de modification d'OAP n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur ce facteur environnemental d'adaptation aux changements climatiques.

3.3.4. Résultats

Compte tenu des caractéristiques des changements en matière de création d'une zone Nr et de modification d'OAP, la préévaluation environnementale détermine qu'il n'y a pas de risque que ces changements présentent des effets et incidences notables sur l'environnement pour les facteurs ou thèmes environnementaux les plus pertinents pour une telle préévaluation.

3.4. CONCLUSION AU PROCESSUS DECISIONNEL

Le projet de modification de droit commun n° 2 du PLUi du Pays d'Alby n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, y compris les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.

Par conséquent, il a été décidé que la personne publique responsable (l'intercommunalité) transmette un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme à l'autorité environnementale (MRAe) en y joignant son annexe 3 (auto-évaluation) que constitue cette présente étude.